



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°42 – 14 au 21 octobre 2022

## Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud** : Nouveau projet d'hydrogène vert par Hydrogène de France
- **Angola** : L'inflation ralentit à nouveau au mois de septembre
- **Mozambique** : Présélections pour la construction d'un barrage hydroélectrique
- **Namibie** : Signature d'un MoU avec la Zambie pour la construction de pipeline
- **Zambie** : Nouveau rapport sur la future restructuration de la dette
- **Zimbabwe** : Une nouvelle loi sur les redevances minière entre en vigueur

## Zoom sur... Le Cabinet approuve le plan d'investissement sud-africain du Partenariat pour la transition juste avant la COP 27

Le conseil des ministres a officiellement approuvé le plan d'investissement pour une transition énergétique juste (JETP-IP) ce mercredi 19 octobre. Le JET-IP, initié par le fournisseur d'électricité Eskom, a été complété par un groupe de travail présidentiel, dirigé par Daniel Mminele. Il décrit les investissements nécessaires pour respecter les engagements de décarbonation pris par le gouvernement lors de la COP 26 à Glasgow, notamment la neutralité carbone en 2050. La France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'Union Européenne s'étaient également engagés lors de l'évènement à soutenir la transition énergétique du gouvernement sudafricain en offrant 8,5 Mds USD (dont 1 Md USD de la France), notamment à travers l'octroi de prêts concessionnels. Ce partenariat ne représente qu'une partie des besoins de financement du plan (98,7 Mds USD) qui devraient être majoritairement portés par le secteur privé. Le plan développé par les sud-africains se concentre sur trois secteurs considérés comme prioritaires pour la transition énergétique du pays : la transformation du secteur de l'électricité (70% des investissements), le développement des véhicules électriques (8% des investissements) et celui de l'hydrogène vert (22% des investissements). Le plan vise à diversifier l'économie du pays pour permettre la création de nouveaux emplois qualifiés et lutter contre le taux de chômage élevé (35%). En parallèle des objectifs climatiques et économiques émis dans le plan, un regard central est porté à la dimension sociale afin de lutter contre les inégalités et l'exclusion sociale, en particulier dans des régions qui risquent de souffrir de la transition énergétique comme le Mpumalanga dont l'économie tourne autour de l'industrie du charbon.

## Afrique du Sud

### L'inflation marque le pas au mois de septembre

Selon Stats SA, le taux d'inflation sur un an a atteint 7,5% au mois de septembre, après 7,6% au mois d'août. Il s'agit du second mois de dégrue de l'indicateur, après quatre mois consécutifs de hausse qui l'avaient conduit à son point le plus haut en treize ans. Les postes qui ont le plus contribué à la hausse des prix sont les transports (+17,9%, soit une contribution positive de 2,5 points), les denrées alimentaires (+11,9%, soit +2,0 points) et, dans une moindre mesure, le logement, l'eau et l'électricité (+4,2%, soit +1,0 point). Ce ralentissement de l'inflation s'explique principalement par la baisse des prix des carburants (-8% pour l'essence et -3,3% pour le gazole en septembre par rapport au pic observé en juin), toutefois modérée par l'augmentation annuelle des loyers (qui a généralement lieu au mois de septembre) et l'accélération de l'inflation sur les denrées alimentaires.

### Hydrogène de France (HDF) développera un projet d'hydrogène vert dans la région charbonnière du Mpumalanga

Dans le cadre d'un appel d'offres public, l'entreprise française s'est vue attribuer 1782 hectares de terres dans le Mpumalanga. Le projet d'HDF envisage le développement d'un parc photovoltaïque produisant 1500MWh d'énergies renouvelables et d'une capacité de stockage de 3500 MWh, sous forme d'hydrogène vert. Ce projet mobilisera 3 Mds d'USD et permettra de produire des énergies renouvelables non intermittentes pour répondre, selon l'entreprise, aux besoins d'1,4 M d'habitants par an. La région du Mpumalanga, dans laquelle sont présentes 12 des 15 centrales à charbon d'Afrique du Sud gérées par l'entreprise publique Eskom, est un point central du partenariat JET (*Just Energy Transition*) notamment la décarbonation du mix énergétique à travers le démantèlement progressif de ces centrales. A noter que les

soumissionnaires retenus (*HDF Energy, Red Rocket, Sola Group* et *South Africa Mainstream Renewable Power Developments*) loueront un total de 6184 hectares de terrain pour une période comprise entre 25 et 30 ans.

### Nouvelles données sur les ventes au détail intérieur

Selon Stats SA, la progression des ventes au détail a atteint 2,0% au mois d'août, après 8,9% au mois de juillet. Ce ralentissement s'explique par le recul des ventes de matériel de construction (-9,4%, soit une contribution négative de 0,9 point) et par la mauvaise performance de la grande distribution (-6,6%, soit -0,6 point). Les bonnes performances du secteur automobile (+6,4%, soit 2,8 points) et de l'industrie textile (+4,8, soit 0,7 point) n'ont pas suffi à contrecarrer cette tendance à la baisse, dans un contexte d'inflation élevée et de hausse des taux d'intérêt. Le volume des ventes au détail devrait continuer à diminuer dans les mois à venir.

### Sasol et ArcelorMittal annoncent un partenariat pour l'hydrogène vert

Les deux entreprises, à travers un «*joint development agreement*», vont lancer deux projets communs pour le développement d'hydrogène vert et la capture de carbone (CCU). Les projets auront lieu dans les régions de Saldanha (Western Cape), pour la production d'acier décarboné à partir d'hydrogène vert, et de celle du Vaal (Gauteng) pour la capture de carbone. L'objectif de la collaboration est de développer la production d'acier décarboné à partir d'hydrogène vert et l'utilisation des technologies de CCU pour transformer le carbone émis par les aciéries ArcelorMittal. En outre, Sasol a signé un MoU avec la zone de développement industriel de Freeport Saldanha pour développer un pôle et un écosystème d'hydrogène vert. Sasol et ArcelorMittal Afrique du Sud sont deux des plus grands opérateurs industriels du pays et ont tous deux l'ambition d'atteindre zéro émission nette de carbone d'ici 2050. Rappelons que Sasol reste l'entreprise la plus polluante en Afrique du Sud aux côtés d'Eskom et qu'ArcelorMittal, dont l'empreinte

carbone est également significative, est le plus gros producteur d'acier du pays.

### Rand Water impose des restrictions d'eau de 30%

Rand Water a imposé une réduction de l'approvisionnement en eau de 30% pour préserver l'intégrité du système et assurer un approvisionnement continu en eau. Si le niveau des réservoirs diminue, la demande en eau augmente dans plusieurs régions du pays et la distribution opérée par Rand Water a augmenté de 12% depuis le début du printemps (passant de 4,3 Mds à 4,9 Mds de litres d'eau par jour). Rand Water approvisionne 17 millions de personnes en eau en Afrique du Sud. La moyenne de consommation d'eau dans certaines régions est supérieure à la moyenne mondiale (300 litres d'eau par personne et par jour dans le Gauteng contre 173 litres en moyenne dans le monde). A travers ces restrictions, Rand Water cherche à éviter la mise en place de coupures imposées comme c'est le cas pour l'électricité, avec les *load sheddings* imposés par Eskom. Le ministre de l'Habitat, de l'Eau et de l'Assainissement a déclaré qu'un comité, composé du ministère, de Rand Water, de toutes les municipalités du Gauteng et du secteur des affaires, serait mis en place pour assurer une coordination et une gestion holistique des systèmes d'eau dans la province. Auparavant, le ministre avait déclaré que les infrastructures d'eau délabrées et le manque de personnel qualifié, étaient d'autres défis auxquels faisaient face les institutions de gestion de l'eau.

### BNP Paribas met en vente sa filiale en Afrique du Sud

Le groupe bancaire français a engagé la banque d'affaire britannique Barclays pour vendre sa filiale sudafricaine RCS Group, qui opère en Afrique du Sud, en Namibie et au Botswana. BNP Paribas avait racheté RCS Group en 2014 pour 2,65 Mds ZAR (147 M USD). La mise en vente de RCS Group marque la poursuite du désengagement de BNP Paribas du continent africain. Le premier groupe bancaire français en termes d'actifs a déjà cédé, ces dernières années, ses filiales au Burkina Faso, au Mali, en Guinée, au

Sénégal, en Tunisie et en Côte d'Ivoire, dans le cadre d'un plan de recentrage de ses activités sur les marchés européens et asiatiques, selon la ligne directrice du plan stratégique 2020-2025. Une fois que la cession aura été finalisée, la présence de la banque en Afrique se limitera au Maroc et à l'Algérie. Depuis le début de l'année 2022, plusieurs grandes banques françaises et britanniques ont entrepris de se recentrer sur leurs marchés les plus rentables, au détriment de l'Afrique. Pour illustration, Barclays a cédé 90% de ses parts au sein du sudafricain Absa Bank depuis ces dix dernières années et la Standard Chartered Bank a décidé de céder ses activités en Angola et au Zimbabwe.

## Angola

### L'inflation ralentit à nouveau au mois de septembre

Selon le bulletin mensuel de l'institut national de statistiques (INE), le taux d'inflation sur un an a atteint 18,16% au mois de septembre, contre 19,78 % au mois précédent. Elle diminue ainsi pour le huitième mois consécutif. Les prix ont progressé de 2,2% au mois de septembre, notamment dans les secteurs des denrées alimentaires (+0,6% pour un poste qui représente 44% du panier moyen total) et des vêtements (+1,8%, pour un poste représentant 8% du panier moyen total) Dans ce contexte, la banque centrale (*Banco Nacional de Angola – BNA*) a abaissé son taux directeur de 0,5 point à 19,5% le 26 septembre.

## Mozambique

### Sept entreprises et consortiums présélectionnés pour la construction d'un barrage hydroélectrique

Les autorités mozambicaines ont annoncé la présélection de sept entreprises pour financer et construire le barrage hydroélectrique de Mphanda Nkuwa d'une capacité de 1 500 MW. Outre la construction du barrage sur le fleuve Zambèze, la centrale sera située à 60km en aval du barrage de Cahora Bassa qui a lui-même une

capacité de 2 075 MW. Parmi les entités présélectionnées, EDF apparaît aux côtés d'entreprises chinoises, norvégiennes et italiennes. Les entreprises et consortiums présélectionnés formuleront des offres techniques et financières pour le développement de l'aménagement hydroélectrique après une visite officielle du site. Le barrage devrait entrer en construction en 2024 et est soutenu par la Banque africaine de développement et la Société financière internationale (IFC), branche de la Banque Mondiale qui finance le secteur privé.

## 📍 Namibie

### Le déficit commercial continue de se détériorer au second trimestre

Selon le bulletin trimestriel de la Banque centrale (Bank of Namibia), la Namibie a enregistré un déficit courant au deuxième trimestre 2022, pour le sixième trimestre consécutif. Il s'est creusé pour atteindre 14,0 % du PIB, contre 7,7 % à la même période en 2021. Il est toutefois en baisse par rapport au trimestre précédent (15,8% du PIB au premier trimestre 2022). La détérioration de la balance courante est principalement due à l'aggravation du déficit commercial: les importations ont en effet bondi de 37 % sur un an, sous l'effet de la hausse des prix des carburants; parallèlement, la progression des exportations a été plus mesurée (+26%, sous l'effet d'une hausse des cours de l'or et des diamants). Malgré ce déficit, le stock de réserves internationales a augmenté de 10 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 46 MNAD, couvrant 5,5 mois d'importations contre 4,9 mois au trimestre précédent.

### Signature d'un MoU avec la Zambie pour la construction de pipeline

Les gouvernements namibien et zambien ont signé un protocole d'accord pour construire un gazoduc et un oléoduc de 2 000km, reliant Walvis Bay et Lusaka. Cette initiative du secteur privé, aussi appelée projet de pipelines de gaz et de pétrole Namibie-Zambie (Nazop), devrait

fournir aux deux pays entre 100 000 et 120 000 barils par jour de pétrole raffiné. Les pipelines Nazop visent également à fournir d'autres pays d'Afrique Australe en pétrole et en gaz. Le protocole d'accord a été signé à la suite de la 10ème session de la commission permanente mixte de coopération Namibie-Zambie. A l'issue de la cérémonie de signature, le ministre de l'Energie zambien a affirmé que l'objectif principal de l'accord était de renforcer la coopération économique entre les deux pays dans le secteur de l'énergie, en particulier concernant le pétrole et ses dérivés, moteurs importants de la croissance pour ces deux économies.

### RioZim achète la mine de diamant du Sperrgebiet

La compagnie zimbabwéenne RioZim a acheté pour 1 Md NAD (55 M USD) la mine de diamant du Sperrgebiet (SDM) situé à Elizabeth Bay, au sud de Lüderitz. L'entreprise extractive espère ainsi doubler la production de la mine d'ici mi-2023, notamment en recrutant 180 salariés supplémentaires d'ici la fin de l'année. RioZim est l'un des plus grands producteurs d'or du Zimbabwe et cherche à se diversifier que ce soit en termes d'actifs ou de zones géographiques.

## 📍 Zambie

### Le ministère des finances publie un rapport sur la future restructuration de la dette

Le 7 octobre, la Zambie a soumis un rapport à ses créanciers dans l'espoir d'accélérer les négociations sur la restructuration et l'annulation partielle de sa dette. La Zambie souhaiterait signer un MoU avant la fin de l'année, l'échéance d'avril 2023 étant jugée trop lointaine par le gouvernement. Pour rappel, le versement de la deuxième tranche de l'accord avec le FMI est conditionné à une restructuration de la dette avant le 1<sup>er</sup> avril 2023, encore incertaine.

## Le ministre des finances enjoint ses collègues africains à prendre avantage du mécanisme commun du G20

Alors que le Ghana et le Nigéria ont récemment annoncé souhaiter s'engager dans un processus de restructuration de leurs dettes, le ministre zambien des finances Situmbeko Musokotwane a exhorté l'ensemble des pays africains à envisager un traitement dans le cadre commun du G20 et du Club de Paris. Le soutien inattendu de M. Musokotwane à ce mécanisme intervient à un moment où celui-ci est critiqué pour sa lenteur et son inefficacité. La Zambie, qui devrait être le premier pays à en bénéficier, n'a ainsi pas encore de visibilité sur les modalités précises de traitement de sa dette (part d'annulation ou de report, montants).

accès aux financements internationaux - que ce soit sur les marchés ou auprès des IFIs - en raison de ses arriérés de dette externe (supérieurs à 13 Mds USD). Les exportations du secteur minier (6 Mds USD en 2021) sont essentielles pour l'approvisionnement du Zimbabwe en devises.

## Zimbabwe

### Une nouvelle loi sur les redevances minière entre en vigueur

Le Président zimbabwéen a récemment annoncé la mise en œuvre d'une réforme des redevances minières sur les métaux précieux et stratégiques, se concentrant dans un premier temps sur quatre d'entre eux : or, diamant, lithium et platinoïdes. Les redevances sur ces métaux devront désormais être partiellement payées en produits raffinés afin de permettre à l'État de constituer des réserves stratégiques. L'envolée des recettes minières devrait permettre à l'État de dégager des revenus pour soutenir les dépenses publiques. Les réserves minières pourront être utilisées afin de soutenir les réserves de change du pays et la production de pièces en or, et être utilisées comme garanties dans le cadre de prêts souverains. Pour rappel, le Zimbabwe connaît une hyperinflation (280% en septembre) due à la dévaluation de sa monnaie locale, et n'a plus

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : SER de Pretoria  
Rédacteurs : Antoine WILLENBUCHER, Pierre FINOT, Tanguy ACHÈR et Alice Régnier  
revu par Claire JOLLY et William PECRIAUX

Pour s'abonner : [s'inscrire ici](#)